

enseignements



©FIDA/Sahel N'Landu M. Yangu

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO ÉVALUATION DE LA STRATÉGIE ET DU PROGRAMME DE PAYS Pour un meilleur ciblage des populations vulnérables

La République démocratique du Congo (RDC) est un état fragile marqué par une longue période de mauvaise gouvernance et de conflits, de nombreuses personnes réfugiées et déplacées de guerre, et des violences contre les femmes et autres violations des droits humains fréquentes. Une proportion importante de la population rurale s'y trouve en situation de vulnérabilité économique, sociale, alimentaire ou sécuritaire, tels que les réfugiés ou déplacés de guerre, les mères seules, les jeunes sans emploi, les soldats démobilisés sans terre, les populations autochtones pygmées, et les personnes atteintes du VIH/SIDA ou handicapées.

L'atteinte des populations vulnérables par le programme

Les personnes vulnérables sont explicitement ciblées par la stratégie de pays et la conception des projets financés par le FIDA en RDC qui cherchent, notamment, à améliorer l'équité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, promouvoir l'emploi des jeunes, améliorer l'insertion sociale et économique des populations déplacées de guerre, et réduire la pauvreté et la marginalisation des populations autochtones et des personnes atteintes du VIH/SIDA. Même si la stratégie et les projets ont eu une assez bonne analyse de la vulnérabilité dans leur conception, ils n'ont pas traduit celle-ci dans une approche différenciée selon les groupes vulnérables ni dans un suivi du niveau de vulnérabilité (et même du niveau de pauvreté) de leurs bénéficiaires. Les projets se sont fiés à l'auto-ciblage en utilisant les organisations paysannes comme porte d'entrée

principale où seulement les personnes intéressées recevraient les appuis du projet. Cette approche pouvait fonctionner assez bien dans un contexte où la grande majorité de la population était pauvre, mais comportait des risques de captage d'élite par des membres mieux munis ou des politiciens locaux, et d'exclusion des populations les plus vulnérables. Les projets disposaient ni d'un mécanisme de surveillance ni d'une stratégie de gestion de ces risques.

En effet, les raisons mêmes de la vulnérabilité (par exemple, être séropositif ou appartenir à un groupe considéré parfois inférieur tel que les femmes ou certaines ethnies) peuvent faire que les personnes vulnérables ne sont pas (ou ne se sentent pas) les bienvenues dans les organisations paysannes. Les risques d'exclusion sont encore plus élevés dans les projets plus récents où la porte d'entrée union paysanne (organisations de deuxième niveau) donne une vue encore plus opaque

sur qui exactement est membre des organisations paysannes à la base (au premier niveau) et qui en est exclu. L'approche filière proposée par le Projet d'appui au secteur agricole dans la province du Nord-Kivu, dont l'Accord de prêt fut signé très récemment, risque aussi de ne pas permettre le ciblage des populations les plus vulnérables car celles-ci ont souvent beaucoup moins intégrées l'agriculture marchande.

Le Programme de réhabilitation de l'agriculture dans le District de la Tshopo Province Orientale (PRAPO) a été le plus loin dans la prise en compte des groupes vulnérables à travers notamment: (i) la formation des intervenants aux problèmes d'équité sociale incluant le genre et à l'utilisation de méthodes participatives de diagnostic et d'outils permettant d'identifier et de cibler les groupes vulnérables au niveau de toutes les activités et (ii) des appuis spécifiques à certains groupes vulnérables, notamment la scolarisation des filles, les formations pratiques pour les jeunes dans la construction des infrastructures, et l'enseignement des jeunes dans la fabrication des briques cuites. Des activités génératrices de revenus ont été appuyées en faveur de six associations de personnes vulnérables soutenues par le Projet, mais la durabilité de la plupart de ces activités s'est avérée assez faible. Le Projet a aussi financé une initiative de la FAO de mise en place de "Clubs d'écoute communautaire", qui a mobilisé près de 2 000 personnes et aurait permis de réduire l'incidence des pratiques discriminatoires et de sensibiliser les populations à la notion d'équité entre hommes et femmes. Toutefois, la durabilité de ces clubs a été bousculée par des ruptures de fonctionnement des radios communautaires, dont ils dépendaient pour leur animation interne. Quelques clubs ont évolué vers des associations de crédit solidaire, membres d'une coopérative de finance rurale.

Ciblage des jeunes

Les jeunes sont considérés parmi les catégories prioritaires à cibler dans le Programme de pays. Le COSOP 2012 cible particulièrement les jeunes sans emploi vivant dans la périphérie des grandes villes, devant être insérés dans les secteurs agricoles et annexes pour créer des possibilités de formation, d'emplois et génératrices de revenus. L'insertion des jeunes dans le tissu socioéconomique du pays en général, et dans les zones des projets du FIDA en particulier, constitue un défi majeur pour l'efficacité et la durabilité des projets. En effet, les conditions difficiles et la faible productivité des activités agricoles poussent souvent les jeunes vers d'autres activités plus attractives comme

le travail dans les mines, souvent dans des conditions précaires. Beaucoup d'entre eux, finissent par migrer vers les centres urbains à la recherche d'emplois et certains d'entre eux pourront même être tentés par des activités illégales. Néanmoins, le Programme de pays n'a élaboré et mis en œuvre aucune stratégie de ciblage et d'insertion spécifique pour cette catégorie.

La conception du Programme intégré de réhabilitation de l'agriculture dans la Province du Maniema (PIRAM) prévoyait un ciblage prioritaire de 2 200 jeunes sans toutefois proposer des actions d'appui spécifiques. Au stade de la mise en œuvre cette bonne intention n'a pas été concrétisée et les jeunes n'ont été ciblés spécifiquement par aucune action du Projet. Pourtant le contexte socioéconomique de la zone de Projet imposait l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie spécifique d'inclusion des jeunes dans la mesure où beaucoup d'entre eux ont commencé à être attirés vers le secteur agricole ayant perdu leur emploi dans le secteur minier. En outre, le projet ne contient pas de composante d'appui à l'éducation comme ça été le cas dans les projets plus anciens.

Recommandation

Considérant l'importance de l'atteinte des personnes les plus vulnérables affichée dans la stratégie de pays du FIDA en RDC, il est absolument nécessaire que:

- La stratégie de pays identifie clairement les causes de la pauvreté rurale en lien avec la fragilité, qui affectent les personnes pauvres et vulnérables;
- Les projets améliorent leur analyse de la vulnérabilité;
- Les projets soient pourvus d'une stratégie de ciblage plus efficace et adaptée aux différents groupes visés;
- Le personnel des Unités de gestion et des prestataires de services employés par les projets soit suffisamment sensibilisé et formé à la prise en compte des besoins spécifiques des populations vulnérables et dans les approches différenciées d'appui à ces populations;
- Les leaders des organisations paysannes et de leurs faitières soient sensibilisés aux risques d'exclusion et de captage d'élite, et formés au suivi et à la mitigation de ces risques; et
- Le suivi et la supervision des projets portent une attention spécifique à l'efficacité du ciblage et aux effets des interventions sur la fragilité et les différents groupes vulnérables des zones d'intervention.

Pour en savoir plus:

République démocratique du Congo, Évaluation de la stratégie et du programme de pays, Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, Via Paolo di Dono, 00142 Rome, Italie, www.ifad.org/evaluation; courrier électronique: evaluation@ifad.org  [www.twitter.com/IFADeval](https://twitter.com/IFADeval)

 www.youtube.com/IFADevaluation